

**dfi analyse**  
Programme franco-allemand pour  
jeunes journalistes en Italie – *page 1*

**dfi information**



Plaidoyer enflammé d'un Européen  
convaincu à Ludwigsburg – *page 3*

Table ronde : France – Allemagne :  
la grande divergence ? – *page 4*

« On y va – auf geht's – let's go ! »  
– *page 4*

Journée franco-allemande pour les  
professeurs de français et  
professeurs stagiaires – *page 5*

Le développement du dfi au miroir  
de la presse – *page 6*

Azubi-BacPro franchit un nouveau  
cap – *page 7*

**dfi service**

Agenda – *page 7*

Mentions légales – *page 7*

Enquête auprès des lecteurs  
– *page 8*

Congrès du WZB – *page 8*

« Les Petits Claps » – *page 8*

L'UFA publie un ouvrage consacré à  
l'internationalisation de l'enseigne-  
ment supérieur – *page 8*

# Programme franco-allemand pour jeunes journalistes en Italie



Le groupe des jeunes journalistes devant l'Ambassade de France à Rome. Source : dfi.

**dfi analyse** Du 23 au 27 novembre, le dfi s'est rendu à Rome avec un groupe important de journalistes allemands et français pour effectuer un voyage d'étude. La raison ? Elle est à chercher du côté du programme pour jeunes journalistes, qui, en coopération et avec le soutien de la fondation Robert Bosch, rassemble depuis 10 ans à un rythme annuel 20 journalistes venus d'Allemagne, de France, plus récemment de Tunisie et du Maroc et depuis 2016 également d'Italie, pour des séminaires intensifs à Berlin, Paris et depuis peu en Italie. Ce programme veut en effet permettre aux participants de poser un regard sans filtre, immédiat et intense sur l'actualité européenne.

## Les pôles de l'axe franco-allemand

Berlin et Paris passent pour être les deux pôles de l'axe franco-allemand. Or tous les Européens se rendent compte depuis quelques années que

la fonction de leader de l'Allemagne et de la France risque toujours soit d'être perçue comme une domination, soit au contraire d'être trop faible pour assumer véritablement un rôle directeur dans une Europe des 28. C'est pourquoi, après mûre réflexion, le programme s'est ouvert à l'Italie. Au niveau politique, Matteo Renzi a réclamé bruyamment ces derniers mois le droit de participer à la poursuite de l'intégration européenne.

Entre-temps, l'idée est d'élargir la relation particulière qui unit la France et l'Allemagne en y associant la voix de l'Italie, du moins sur les points importants, ce qui représente une option sérieuse pour l'avenir de l'UE. En même temps, les déclarations et les interventions de Renzi ont montré jusqu'ici que cette relation triangulaire ne fonctionne pas encore parfaitement. Si l'Italie veut être un partenaire solide et fiable à long terme dans la triaïka, le gouvernement italien doit aussi

Suite de la page 1

accepter les logiques particulières de la concertation européenne : le dialogue d'égal à égal dans le respect des différences, l'élaboration de propositions de compromis, la défense commune de ces compromis, même s'ils ne représentent que partiellement ses propres positions de départ. Le Premier ministre a avant tout gagné là l'indulgence accordée au nouveau venu au sein de cette structure spéciale, car les hauts responsables allemands et français ont pu et dû apprendre durant des années à acquérir cette capacité à parvenir à des compromis.

Pour le programme d'études et d'échanges de la Fondation Robert Bosch et du dfi, qui existe depuis 10 ans, cela a été un défi positif de transposer les expériences acquises au cours des séminaires à Berlin (pour les participants français et francophones) et à Paris (pour les participants allemands et germanophones) dans un séminaire portant sur l'actualité italienne et destiné aux 20 participants de cette promotion. La pertinence du lieu et de la thématique étaient évidentes : sans une Italie en bonne santé économique et stable sur le plan politique, la zone euro et l'UE n'ont globalement pas de bonnes perspectives d'avenir. C'est pourquoi le reste des Européens ne peut pas être indifférent au fait de savoir si l'endettement public est ou non maîtrisé, si le gouvernement sera à nouveau dissous et si



Mario Morcone, Préfet et Chef du Département des libertés civiles et de l'immigration au Ministère de l'intérieur. Source : dfi.



(de g. à dr.) Frank Baasner, dfi ; Noëlle Lenoir, Ancienne Ministre aux Affaires européennes du Gouvernement français ; Peter Friedrich, Ancien Ministre aux Affaires européennes du Bade-Wurtemberg. Source : dfi.



Sandro Gozi, Secrétaire d'Etat aux Affaires européennes. Source : dfi.

l'humoriste et militant politique Beppe Grillo, certes populaire mais dépourvu de tout plan, aura l'opportunité de saisir sa chance à l'occasion des nouvelles élections anticipées.

### La politique actuelle de l'Italie

Le séminaire a tourné autour de la politique actuelle de l'Italie. La visite a commencé par une entrevue à la Cour constitutionnelle de la République italienne en présence de Daria de Pretis, juge à la Cour constitutionnelle. Le président de la plus haute juridiction d'Italie, Paolo Grossi, a tenu à saluer en personne notre groupe, en français. Madame de Pretis a ensuite défini en toute clarté le rôle et la tâche de la Cour constitutionnelle, tout en glissant régulièrement des comparaisons avec l'Allemagne et la France.

Du domaine institutionnel, le programme a bifurqué vers la pratique de la politique gouvernementale. L'entretien avec Sandro Gozi, secrétaire d'État chargé des affaires européennes, à propos de la politique européenne de l'Italie a montré clairement qu'une nouvelle génération d'Européens convaincus mais aussi impatiente imprime sa marque sur le gouvernement. L'après-midi, le préfet Morcone, chargé de la politique d'immigration et de l'accueil des réfugiés en Italie, a présenté l'approche italienne sur la question des réfugiés : mise en œuvre totale des décisions prises au niveau européen, mais refus de la demande de détenir contre leur volonté et après leur enregistrement les réfugiés qui arrivent. Le lendemain, le groupe était à la Chambre des députés pour participer à un entretien avec la présidente du groupe parlementaire du parti « Movimento 5 Stelle », Giulia Grillo. Cet entretien était pour les participants intéressant dans la mesure où ce parti récent a certes des exigences morales très élevées, mais manifestement peu de connaissances des relations internationales et de la réglementation européenne. Suite à cela, le groupe s'est rendu au Ministère du développement économique, où lui ont été présentés des plans très détaillés pour dynamiser l'économie italienne.

### Référendum du 4 décembre

Durant ce voyage d'étude, l'actualité italienne a bien sûr tourné avant tout autour du référendum du 4 décembre, qui soumettait au vote une profonde révision de la Constitution et finalement le sort du Premier ministre Matteo Renzi. Ce dernier était partagé entre le fait d'assumer une personnalisation absolue du débat (si le non l'emportait au référendum, il voulait démissionner) et de mener un débat de fond (il ne s'agit pas des personnes mais d'améliorer l'efficacité des institutions italiennes). Finalement, l'exposition médiatique polémique de son principal adversaire, Peppe Grillo, l'a mis au défi et l'a entraîné dans un duel politique. Il a perdu ce duel le soir du 4 décembre, et le 5 décembre il a présenté sa démission.

Le président italien Mattarella n'a cependant pas accepté sa demande de démission, mais a chargé Renzi de poursuivre sa tâche jusqu'à ce que le budget 2017 soit voté par les deux chambres parlementaires. Puis il chargé Paolo Gentiloni, Ministre des affaires étrangères du gouvernement Renzi de former un nouveau gouvernement. Ces derniers jours, le gouvernement a été confirmé par une majorité des députés et sénateurs des deux chambres. Le nouveau premier ministre a déjà pris part au sommet de l'UE à Bruxelles le 15 décembre. Il est cependant incertain si des élections législatives anticipées se dérouleront, comme le demande l'opposition ou si le nouveau gouvernement restera en fonction jusqu'en 2018.

Frank Baasner

► [bassner@dfi.de](mailto:bassner@dfi.de)



Susi de Pretis ; Daria de Pretis, juge à la Cour constitutionnelle ; Frank Baasner, dfi ; Paolo Grossi, Président de la Cour constitutionnelle. Source : dfi.



Daria de Pretis ; Paolo Grossi. Source : dfi.



## Plaidoyer enflammé d'un Européen convaincu à Ludwigsburg

**Le président de la région Grand Est Philippe Richert explique la réforme territoriale française et présente sa vision de l'Europe.**

Perpétuant la tradition des grands discours sur l'Europe prononcés à Ludwigsburg depuis ceux de Robert Schuman en 1955 et du général de Gaulle en 1962, le président du conseil régional du Grand Est, Philippe Richert, s'est adressé en allemand à son auditoire lors de l'assemblée générale de l'Institut franco-allemand le 21 novembre 2016. Après une introduction du président du dfi, Erwin Teufel, il a exposé dans la salle comble de la Musikhalle de Ludwigsburg les enjeux qui découlent pour lui en tant qu'Alsacien de la fusion de sa région natale avec les deux anciennes régions Champagne-Ardenne et Lorraine – sans oublier les défis qui en résultent pour les voisins européens de la nouvelle région « Grand Est ».

Richert n'a pas eu peur d'énoncer des vérités fondamentales : « Tout l'avenir de l'Europe se joue autour de la capacité de la France et de l'Allemagne à échanger leurs points de vue, à définir une stratégie commune et à reprendre l'initiative d'un commun accord ». Pourquoi ? « Il incombe à la France et à l'Allemagne de faire avancer l'Europe. Personne ne le fera à leur place. »

Le discours de Richert n'était cependant en aucune façon un « discours de circonstance pro-européen » – le président du conseil régional n'a pas été avare de critiques ni de paroles fortes, sans pour autant verser dans le populisme « contre Bruxelles » ou « les technocrates » ou nier les responsabilités de l'Europe dans sa propre situation : nous ne devons pas « condamner ceux qui votent en France pour le Front National et en Allemagne pour l'AfD. Hier encore, ils nous donnaient leur voix. Hier encore, ils nous offraient leur confiance. Nous avons perdu leur confiance. Ils se sont détournés de nous. »

Contre la tentation populiste, Richert mise sur le travail commun et sur une Europe qui suscite l'enthousiasme ; une Europe pour les citoyens, une Europe capable d'agir politiquement : « Nous avons besoin d'une Europe qui permette à chacun d'entre nous d'avancer avec le but de dépasser les frontières et de créer à long terme des espaces de vie communs. ». Si l'on accepte cela, alors une chose est sûre : « L'UE a fait ses preuves essentiellement grâce à deux formes de politique : la politique de cohésion sociale et la politique agricole. Nous n'avons pas le droit de renoncer à ces deux axes. Si nous devons le faire, cela reviendrait à condamner l'Europe à l'inaction. »



*Philippe Richert, Président du conseil régional (g.) et Erwin Teufel, Ancien Ministre Président lors de l'Assemblée générale. Source : dfi*

Enfin il a exposé son projet pour la nouvelle grande région à l'ouest du Bade-Wurtemberg. Chacun a pu apprécier à quel point Richert considère le « Grand Est » comme une région d'excellence en France et en Europe en matière de recherche, d'innovation et de compétitivité. Le grand projet français d'« usine du futur » et les objectifs extrêmement ambitieux d'offrir un accès généralisé à internet à haut débit illustrent cette exigence. Cependant, Richert fonde sa conviction que l'on peut remporter les enjeux actuels et futurs sur une autre raison.

Lorsqu'on lui demande pourquoi c'est précisément lui qui devrait réussir à créer la première région plurilingue de France, il répond : « Parce que je crois en l'Europe ». Si cette croyance était plus répandue, il déplacerait des montagnes... L'on peut télécharger le discours de Philippe Richert en allemand et en français sur la page web du dfi

► <http://www.dfi.de/pdf-Dateien/Vortraege/PhilippeRichert-21-11-2016-fr.pdf>

Stefan Seidendorf ► [seidendorf@dfi.de](mailto:seidendorf@dfi.de)



*Philippe Richert ; Frank Baasner ; Erwin Teufel. Source : dfi.*



*Volker Godel, Maire d'Ingersheim/Bade-Wurtemberg ; Mathieu Thomann, Maire d'Ingersheim/Alsace. Source : dfi.*

## Table ronde : France – Allemagne : la grande divergence ?

L'Allemagne et la France se sont-elles éloignées l'une de l'autre ? Le moteur franco-allemand est-il enrayeré ? Le projet d'intégration européen est-il menacé ? Ces questions étaient au cœur des débats d'une table ronde organisée à l'occasion des Jéco, les Journées de l'Économie, qui se tenaient à Lyon du 8 au 10 novembre. Il s'agit là d'une manifestation de plusieurs jours lors de laquelle des thèmes économiques ayant une portée sociale sont débattus devant un large public.

Le fait que les décideurs en Allemagne et en France défendent souvent des positions divergentes, notamment sur des questions de politique économique, a marqué le processus de construction européenne durant des décennies. Cela ne facilite pas les processus de négociation et ne les a pas facilités lors de la création de l'euro, de sa stabilisation depuis le début de la crise grecque ni lors des réformes institutionnelles, mais cela a conduit en revanche de manière répétée, par le passé, à des compromis acceptables également par les autres États membres de l'UE ou de la zone euro.

Outre ces différences de priorité en matière de politique économique, des évolutions macroéconomiques peuvent aussi influencer sur le fonctionnement du moteur franco-allemand. Si l'on considère les choses sur le plan de l'économie nationale, les différences entre la France et l'Allemagne ont eu tendance à s'accroître dans les années passées, même si une certaine inversion de la tendance s'amorce, notamment du fait des réformes en France et des hausses salariales en Allemagne. Ces divergences macroéconomiques



Ont participé à la discussion, animée par Guillaume Duval (Alternatives Économiques), Xavier Ragot (OFCE), Eileen Keller (dfi), Thomas Hanke (Handelsblatt) et Jean Pisani-Ferry (France Stratégie). Source : Clement Zermati/Jéco.

contribuent au fait qu'il n'est pas toujours facile de parvenir à entamer des négociations sur un pied d'égalité ni à instaurer une confiance réciproque.

La table ronde portant sur la manière de faire face aux différentes évolutions en Allemagne et en France, mais aussi au sein de l'ensemble de la zone euro, était centrée sur la question des conséquences d'une monnaie divisée sur des espaces économiques marqués au moins en

partie par l'influence nationale, et sur les décisions de politique économique à l'échelle nationale. A cela se rattache finalement aussi la question de savoir comment la responsabilité est partagée au sein de l'Europe dans la gestion des divergences macroéconomiques : quel degré de concurrence une union monétaire peut-elle supporter, la concurrence la rend-elle plus performante, et quel degré de coordination et de solidarité est-il nécessaire pour la stabiliser à long terme ? A ces questions, il n'existe finalement qu'une réponse légitimée politiquement, car cela soulève des questions concernant le partage des richesses et de la responsabilité, qui n'étaient pas abordées ainsi dans les structures institutionnelles existant jusqu'ici. Si cela doit mener à la poursuite de l'intégration de la zone euro, il ne faut cependant l'attendre qu'après les élections en Allemagne et en France l'an prochain – sur ce point tous étaient d'accord.

Où en sont donc l'Allemagne et la France aujourd'hui ? Aucun des intervenants n'a souhaité vraiment s'engager sur la thèse d'une grande divergence entre les deux pays. Par le passé, l'enlisement des réformes et le taux de chômage élevé ont déjà mis l'Allemagne devant de grands défis. A l'inverse, il existe également plus récemment des succès à mettre au compte des négociations franco-allemandes – par exemple dans la crise en Ukraine. Et ce d'autant plus que les possibles changements géopolitiques qui pourraient résulter pour l'Europe de l'élection de Donald Trump aux USA rendent par comparaison d'éventuelles divergences franco-allemandes toutes relatives.

Eileen Keller

► [keller@dfi.de](mailto:keller@dfi.de)

## « On y va – auf geht's – let's go ! »

### On y va dans la prochaine édition !

18 projets déjà, ont reçu chacun une subvention allant jusqu'à 5 000 € pour leurs réalisations lors des trois premières éditions du programme « On y va – auf geht's – let's go ! ». Avec la Robert Bosch Stiftung nous lançons pour la quatrième fois ce concours d'idées.

Dès maintenant vous pouvez poser votre candidature si vous prévoyez un projet d'échange servant l'intérêt général et que vous organisez ensemble avec une institution allemande et une autre ayant son siège dans un autre pays européen. La candidature se fait directement en ligne à partir du site du programme – la prochaine date butoir est le 31 mars 2017. Sur notre site Internet, vous trouvez les exactes conditions de participa-



Source : RBSG.

tion et d'autres informations. Vous pouvez découvrir également les descriptions courtes des projets subventionnés jusqu'à maintenant.

Bénédicte King, Susanne Binder

► [ideenwettbewerb@dfi.de](mailto:ideenwettbewerb@dfi.de)

► [www.on-y-va-ensemble.eu](http://www.on-y-va-ensemble.eu)



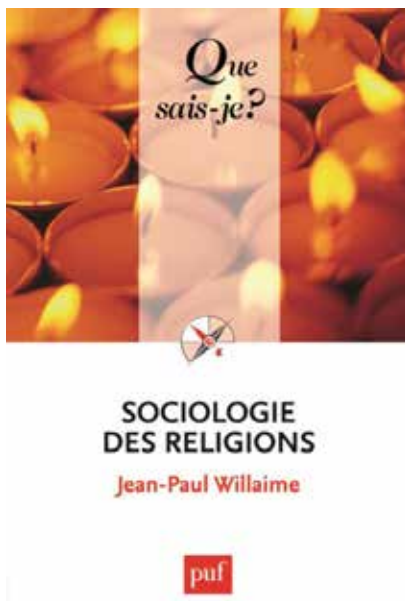
## Journée franco-allemande pour les professeurs de français et professeurs stagiaires

L'Institut franco-allemand de Ludwigsburg (dfi) et l'Institut français organisent à nouveau l'an prochain une journée franco-allemande pour les professeurs de français. Elle se tiendra le vendredi 27 janvier 2017 de 14 à 17 h dans les locaux de l'Institut français à Stuttgart. Cette année, nous proposons quatre conférences et ateliers.

Le surlendemain de cette manifestation, le second tour des Primaires citoyennes déterminera qui se présentera aux élections présidentielles pour la gauche modérée ; l'on connaîtra alors précisément les candidats aux élections. Dans leurs conférences La France avant les élections, Frank Baasner et Dominik Grillmayer expliquent en quoi les programmes des candidats pressentissent différent et quelle direction pourrait prendre le pays après les élections de mai et juin.

Le « projet pédagogique » constitue la voie royale pour assurer un cours interactif, qui place au centre les élèves et qui respecte les principes de l'apprentissage interculturel. Christian Minuth de la Pädagogische Hochschule de Heidelberg dévoile dans son atelier Enseignement du français et projets pédagogiques les objectifs généraux de cette approche explorative et communicative, définit ses principes didactiques et méthodologiques et explique à partir d'exemples pratiques comment il peut être mis en œuvre en cours de français.

Depuis la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle, l'enseignement public en France se fonde sur le principe de la laïcité, et en 1905 la laïcité de l'État a été inscrite



Pochette du livre « Sociologie des religions » de Jean-Paul Willaime (ISBN : 978-3-8369-5444-0).



La rue du Labyrinthe dans le quartier de La Grande Borne. Source : Nioux, wikimedia.org

dans la loi. La Charte de la laïcité à l'École, publiée en septembre 2013 par le ministre de l'Éducation nationale Vincent Peillon, réaffirme l'exigence de l'école de transmettre les valeurs de la République et souligne le fait que cette dernière assure la séparation de l'État et des religions. Cependant, les écoles en France sont toujours confrontées à des questions qui découlent de convictions religieuses, comme par exemple la question de savoir si les jeunes filles peuvent participer aux cours en portant le voile ou bien s'il convient de proposer à la cantine une alternative à la viande de porc. Dans son intervention sur les rapports religion, éducation, laïcité, Jean-Paul Willaime, de l'École Pratique des Hautes Études, explique quels problèmes doivent résoudre les acteurs du monde de l'éducation et de la sphère religieuse, et montre comment les relations entre eux peuvent être organisées d'une manière acceptable par toutes les parties.

A l'occasion de sa visite à la cité de la Grande Borne dans l'Essonne, le Premier ministre Manuel Valls parlait en janvier 2015 d'« apartheid territorial » ; les jeunes qui y vivent décrivent leur quartier comme « une prison à ciel ouvert ». Comment en est-on venu à ce que les conditions de vie et les perspectives d'avenir en France dépendent très fortement du lieu de résidence, et quelles approches l'État met-il en œuvre pour changer cela, c'est ce qu'explique Martin Villinger du dfi dans sa contribution Relégués en banlieue – L'inégalité territoriale en France.

Avant, après et entre les différentes parties du programme, les participants peuvent s'informer



Christian Minuth interviendra à propos du cours interactif.

au stand du dfi ainsi qu'à ceux des éditions Cor-nelsen, Klett et Reclam.

Notre manifestation est reconnue comme formation continue par le Ministère de la Culture, de la Jeunesse et du Sport du Bade-Wurtemberg. Nous disposons de plus de 120 places qui pour des raisons de capacité sont exclusivement dédiées aux professeurs et aux professeurs stagiaires. Chaque participant peut choisir deux offres parmi les quatre proposées. Si vous désirez participer à cette journée franco-allemande, vous pouvez vous inscrire en ligne au moyen de notre formulaire d'inscription ► [www.dfi.de](http://www.dfi.de), ou bien sûr aussi par Fax (07141 - 930355) ou par téléphone (07141 - 93030).

Pour davantage d'informations :  
Martin Villinger (directeur de la Frankreich-Bibliothek, Institut franco-allemand de Ludwigsburg)  
► [villinger@dfi.de](mailto:villinger@dfi.de)

## Le développement du dfi au miroir de la presse

### « L'entente avec la France dans tous les domaines de la vie intellectuelle et publique »

Cette finalité dévolue à l'Institut a été consignée le 2 juillet 1948 dans l'acte de fondation du dfi par Carlo Schmid, qui fut longtemps président du dfi, Theodor Heuss, qui allait devenir par la suite président de la République fédérale d'Allemagne, l'ancien maire de Ludwigsburg Elmar Doch et neuf autres signataires. Sept mois plus tard, le 12 février 1949, l'institut était inauguré solennellement dans la salle d'apparat du château de Ludwigsburg.

Sur le site de l'institut, l'on peut depuis peu découvrir comment cet événement a été commenté à l'époque dans la presse. En effet, une sélection de 64 articles, retenus parmi les 1.000 qui ont paru entre 1949 et 1999 sur le travail de l'institut, y est désormais librement accessible en ligne.



Fritz Schenk, Carlo Schmid et Robert Picht lors de sa prise de fonction en 1972. Source : *Stuttgarter Zeitung*, 16.10.1972.

« Le nom ( institut ) est peut-être quelque peu surfait pour une organisation constituée pour l'essentiel d'un secrétaire entouré de noms connus, » écrivait par exemple un journaliste de la Heilbronner Stimme à l'occasion de la fondation officielle ; songeant à ce qu'étaient les sociétés franco-allemandes des années 20 et 30, il poursuivait ainsi : « La question – la seule qui vaille – est celle de savoir si un tel ( institut ) sera en mesure de mieux promouvoir l'entente franco-allemande que ne sont parvenus à le faire ses prédécesseurs. »

L'institut a pu répondre à cette question par l'affirmative et enregistrer déjà ses premiers succès en « reprenant le contact intellectuel avec la France après la guerre », comme le notait le quotidien *Stuttgarter Nachrichten* en février 1950. Parmi les activités exemplaires des premières années, l'on peut citer l'organisation d'échanges scolaires, par exemple entre le lycée de Stuttgart Katharinensift et une école de Rouen en 1951 ou bien les séries de conférences organisées par le dfi. Il était ainsi même possible en 1955 d'inviter Robert Schuman, qui selon le *Deutsches Volksblatt* avait « décliné toutes les autres invitations à des conférences en Allemagne », ce qui a conféré « à la manifestation de Ludwigsburg un caractère



La villa Ulmer, au numéro 2 de la Kurfürstenstraße, siège du dfi de 1948 à 1956. Source : *Stuttgarter Nachrichten*, 14.02.1949.

unique ». Un an plus tard s'opérait le déménagement au numéro 34 de l'Asperger Straße, où l'institut a aujourd'hui encore son siège. L'on a pu « reconnaître immédiatement quel grand progrès ce nouveau lieu signifiait dans le travail de l'institut », rapportait la *Ludwigsburger Kreiszeitung* le 26 octobre 1956.

Lorsque Fritz Schenk, co-fondateur et directeur du dfi de 1948 à 1972, a pris sa retraite, il a qualifié la création du dfi d'« acte révolutionnaire ». « Ce qui a jadis commencé sur la base d'un rapprochement linguistique est devenu aujourd'hui un organisme complet de compréhension réciproque qui organise des rencontres régulières et des échanges dans tous les domaines entre élèves, étudiants, professeurs, professeurs d'université, lecteurs et cadres dirigeants venus des deux pays », précise la *Stuttgarter Zeitung* du 16 octobre 1972.

A partir du milieu des années 70, l'institut s'est consacré davantage à la recherche et à la collecte de données sur la France. « Selon l'intention des fondateurs, cette activité scientifique ne s'enferme cependant pas dans sa tour d'ivoire en comparant des systèmes théoriques. C'est pourquoi l'institut a développé un programme de colloques et de groupes de travail constitués d'experts, dans lesquels l'on entretient le dialogue sur les questions communes les plus importantes des relations franco-allemandes sur des bases scientifiques », explique Robert Picht, directeur du dfi de 1972 à 2002, dans un article du *Pariser Kurier* daté de 1983.

Cette transformation a entraîné un besoin accru de littérature et de documentation scientifique, et

comme aucune autre institution en Allemagne ne pouvait collecter systématiquement la littérature portant sur tous les domaines de la vie politique, économique et sociale en France après 1944, la *Frankreich-Bibliothek* a été créée en 1990 – grâce notamment au soutien financier de la Fondation Robert-Bosch et de la Fondation Volkswagen. Après avoir été logée trois ans provisoirement dans la *Schwieberdinger Straße*, elle a pu intégrer en 1993 un bâtiment neuf moderne au 30 de la *Asperger Straße*, en face du siège principal du dfi. « Certes elle se nomme ( bibliothèque ), mais elle est en réalité plus que cela : un centre d'information qui propose de multiples services de documentation et d'information sur la France actuelle et sur les relations franco-allemandes. » C'est en ces termes que la présentait Hans-Dieter Weißbecher dans les *Stuttgarter Nachrichten* à son ouverture. Dans son article, il estimait que la place dans la bibliothèque et les archives qui y sont rattachées ne suffirait que jusqu'à 2010 environ, mais cette prévision ne s'est heureusement pas vérifiée. Puisqu'il est de plus en plus fréquent que des périodiques, des séries ou des thèses soient publiés sous forme entièrement numérique, la capacité limite de stockage des ouvrages et périodiques est loin d'être atteinte.



Carlo Schmid (à g.) et l'ancien président fédéral Theodor Heuss (à dr.) discutant sur la terrasse du dfi en 1958. Source : *Stuttgarter Zeitung*, 11.10.1958.

En 1998, l'institut a pu fêter ses 50 ans. Monsieur Picht a formulé à cette occasion dans une interview à la *Ludwigsburger Kreiszeitung* ses remerciements à la ville pour son soutien de longue date et continu : « L'institut vit de son ancrage à Ludwigsburg, de ses membres et de ses amis, de ses partenaires dans la ville. Nous savons apprécier l'engagement de la ville ; par les temps actuels, cela est loin d'aller de soi. »

En même temps, il a fait remarquer « que le dfi représente aussi pour Ludwigsburg, en tant que ville de culture et de science, un enrichissement qualitatif. Dans des cercles spécialisés qui dépassent largement les frontières allemandes, le nom de Ludwigsburg est associé à l'activité de l'institut. »



## Azubi-BacPro franchit un nouveau cap L'accord a été signé à Vieux-Brisach

Le 14 octobre 2016, le projet-pilote de formation professionnelle transfrontalière « Azubi-BacPro », soutenu par le dfi, a pu franchir un nouveau cap. Comme ce qui s'était déjà fait auparavant entre le lycée professionnel de Pulversheim et l'Agence pour l'emploi de Fribourg dans le domaine électrotechnique, un accord a été signé à l'hôtel de ville de Vieux-Brisach, accord qui approfondit la coopération entre le lycée professionnel de Colmar et les entreprises commerciales de la ville de Vieux-Brisach.

Cette coopération est à nouveau soutenue par l'Agence pour l'emploi de Fribourg, qui souhaite ainsi poser les bases d'une dynamique renforcée dans le domaine de la formation professionnelle transfrontalière. Les autres signataires de l'accord étaient Dorothea Störr-Ritter (présidente du Landkreis de Brisgau-Haute-Forêt-Noire), Patricia Essner (proviseur du lycée professionnel Martin Schongauer à Colmar), Theresia Denzer-Urschel (directrice adjointe de l'Agence pour l'emploi de Fribourg), Oliver Rein (maire de Vieux-Brisach) et enfin Jean-Georges Mandon, président de la Fondation Entente Franco-Allemande (FEFA).

Grâce au soutien de ce partenaire de longue date du dfi, le financement du projet a pu se faire, permettant à des élèves de lycées professionnels alsaciens d'effectuer les stages en entreprise de leur formation en trois ans au sein d'une entreprise allemande.

Le projet « Azubi-BacPro » est l'approfondissement institutionnel des échanges entre lycées professionnels, créés et promus depuis 2005 par l'Akademie für berufliche Bildung (ABB) siégeant à Esslingen. L'ABB a été fondée par le Land du Bade-Wurtemberg en collaboration avec les académies de Dijon, Lyon et Strasbourg.

### Echanges scolaires et coopération avec des entreprises

Depuis le début du projet en septembre 2014, ce sont désormais huit écoles professionnelles du Bade-Wurtemberg qui coopèrent avec huit lycées professionnels en Alsace dans le cadre du projet « Azubi-BacPro ». Outre les expériences pratiques en entreprise dans le pays voisin, la force du projet réside dans la coopération au niveau scolaire : grâce à des instruments ayant fait leurs preuves tels que les échanges scolaires, les projets communs et la coopération, l'on parvient mieux à approcher les réalités du monde du travail dans le pays voisin, dans des conditions plus « protégées » - la langue constituant bien sûr notamment une part de cette réalité.



Des élèves du lycée professionnel de Colmar et des acteurs du projet Azubi-BacPro.  
Source : Kai Littmann.



Stefan Seidendorf, dfi ; Dominique Zinck, Conseillère Municipale de Colmar. Source : Kai Littmann.



Oliver Rein, Maire de la ville de Vieux-Brisach ; Patricia Essner, Directrice du lycée professionnel Martin Schongauer de Colmar ; Dorothea Störr-Ritter, Landrätin du Landkreis Breisgau-Hochschwarzwald. Source : Kai Littmann.

Outre le rôle clé de l'Agence pour l'emploi pour créer des contacts avec les entreprises allemandes, la présence de deux inspectrices françaises du rectorat, Isabelle Wolff et Ginette Kirchmeyer, ainsi que du maire Frédéric Pfliegersdoerfer, a aussi montré toute l'attention portée au projet. Au conseil régional de la nouvelle région Grand Est, Pfliegersdoerfer est président de la

commission pour les questions internationales et transfrontalières et c'est un médiateur important pour faire connaître le projet au-delà des frontières du Rhin Supérieur.

Les chefs d'entreprise de Vieux-Brisach et les élèves du Lycée Polyvalent Martin Schongauer, qui ont déjà affectué des phases de formation professionnelle dans des entreprises allemandes, ont témoigné du dynamisme et de la vie qui animent aujourd'hui le projet. Il y a là à Vieux-Brisach un véritable intérêt du côté des petits commerçants allemands, qui ont grand besoin de collaborateurs bilingues pour leur clientèle constituée à 50% d'Alsaciens. Dans cette situation, à Vieux-Brisach et dans le secteur du commerce de détail, l'on parvient mieux à venir à bout des difficultés dans la reconnaissance réciproque des diplômes professionnels que cela n'est le cas pour les électrotechniciens de Pulversheim, où le manque de reconnaissance des diplômes par la chambre des métiers allemande fait encore obstacle à leur embauche finale.

Stefan Seidendorf ► [seidendorf@dfi.de](mailto:seidendorf@dfi.de)

### Mentions légales

Deutsch-Französisches Institut  
Asperger Straße 34  
D-71634 Ludwigsburg  
Tel +49 (0)7141 93 03 0  
Fax +49 (0)7141 93 03 50  
► [www.dfi.de](http://www.dfi.de)  
► [info@dfi.de](mailto:info@dfi.de)  
Rédaction : Waltraut Kruse  
Traduction : Céline Choppin  
Directeur de la publication :  
Prof. Dr. Frank Baasner

*L'Institut Franco-Allemand souhaite  
à ses membres et amis de joyeuses fêtes  
et une bonne Année 2017*



## Enquête auprès des lecteurs



La revue « Dokumente – documents » a été fondée en 1945 avec pour objectif de permettre aux Allemands et aux Français de mieux comprendre le pays voisin. Dépassant la simple idéologie et l'image véhiculée de l'ennemi, c'étaient les faits, les témoignages personnels et les comparaisons entre les deux pays qui devaient permettre de développer les contacts entre les citoyens des deux États. La palette des thèmes traités par la revue est très large. En s'adressant à tous ceux

qui s'intéressent aux thèmes franco-allemands, la rédaction de « Dokumente – documents » aimerait en savoir davantage sur les attentes vis-à-vis d'une telle publication. C'est pourquoi la revue a mis en place une enquête sur sa page d'accueil  
▶ <http://www.dokumente-documents.info/eingerichtet>.

Peu importe que vous connaissiez ou non cette publication, que vous la lisiez occasionnellement ou régulièrement : prenez quelques minutes pour répondre aux questions.  
Merci beaucoup !

Frank Baasner ▶ [baasner@dfi.de](mailto:baasner@dfi.de)

## « Les Petits Claps »



Intitulé « Les Petits Claps », le festival du court-métrage franco-allemand s'apprête à connaître sa huitième édition. Le 4 février 2017, les personnes intéressées et les amateurs de cinéma sont invités à venir à leurs frais à Metz (Espace Bernard-Marie Koltès, Théâtre du Saulcy) découvrir une sélection de courts-métrages sur le thème « Humo(ur) ». Le projet est organisé par des étudiants du master de management franco-allemand.

Les personnes souhaitant découvrir le projet et/ou désireuses de le soutenir en tant que partenaire peuvent contacter le groupe à l'adresse  
▶ [lespetitsclaps2017@gmail.com](mailto:lespetitsclaps2017@gmail.com)  
Pour plus d'informations :  
▶ [www.dfi.de/pdf-Dateien/Newsletter/Dossier-sponsoring-allemand-final-Claps.pdf](http://www.dfi.de/pdf-Dateien/Newsletter/Dossier-sponsoring-allemand-final-Claps.pdf)

Frank Baasner ▶ [baasner@dfi.de](mailto:baasner@dfi.de)

## L'UFA publie un ouvrage consacré à l'internationalisation de l'enseignement supérieur

L'Université franco-allemande (UFA) vient de publier un ouvrage intitulé « Notion, concepts et possibilités de transfert des expériences franco-allemandes – cursus intégrés et cotutelles ». Cette publication rassemble les interventions présentées par les 22 experts internationaux ayant pris part au dialogue d'avenir organisé à Sarrebruck en janvier 2016, avec le soutien de la Fondation Robert Bosch.

Les contributions des experts présentées dans cette publication portent essentiellement sur la question de savoir dans quelle mesure le modèle de l'UFA reposant sur les cursus intégrés franco-allemands, les cotutelles de thèse et les collèges doctoraux pourrait être transféré à d'autres couples de pays et coopérations transnationales, et quel rôle jouent dans ce domaine les différentes traditions scientifiques et la connaissance de plusieurs langues. Si les programmes de formation conjoints et intégrés font partie des instruments-clés en matière d'internationalisation, ils comptent également parmi les plus compliqués à mettre en œuvre, en raison des divergences existant entre les traditions et les systèmes universitaires des différents pays. Autant de défis que l'ouvrage de l'UFA nouvelle-



Notion, concepts et possibilités de transfert des expériences franco-allemandes - Cursus intégrés et cotutelles  
Robert Bosch Stiftung

ment paru peut aider à relever. La publication peut être téléchargée gratuitement sur le site de l'UFA.

Version web : <http://de.calameo.com/read/000705937dea46a205919>

Auteurs : S. Wölfle et E.-M. Hengsbach

Traductrice : F. Leblanc

Frank Baasner ▶ [baasner@dfi.de](mailto:baasner@dfi.de)

Plus d'informations sur l'ensemble du projet à l'adresse  
▶ <https://www.wzb.eu/changingsocieties>.  
L'appel à participation complet :  
▶ <http://www.dfi.de/pdf-Dateien/Newsletter/Savoir-Vivre-WZB.pdf>

Les personnes désirant en outre intervenir dans l'un des trois groupes de travail en présentant un exposé de 30 minutes peuvent postuler à la même adresse en envoyant un résumé de 200 mots maximum.

Le Centre scientifique de recherche sociale de Berlin (WZB) et la fondation Maison des Sciences de l'homme vont organiser du 21 au 23 mars 2017 avec le soutien du Ministère fédéral de l'Éducation et de la Recherche un congrès sur le thème « Savoir vivre ! New Challenges for Work and Family Life in Germany and France ». Les personnes intéressées peuvent poser leur candidature pour y participer jusqu'au 30.12.2016 en adressant une description de deux pages de leurs propres travaux de recherche et un CV d'une page à ▶ [friederike.molitor@wzb.eu](mailto:friederike.molitor@wzb.eu).

## Congrès du WZB

### Agenda

**27 janvier 2017**  
Journée Franco-Allemande, Stuttgart, Institut Français